

**PRÉPARATIFS CONCERNANT LA SIXIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE
SUR LE FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE LA CONVENTION DE LA HAYE
DU 25 OCTOBRE 1980 SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT
INTERNATIONAL D'ENFANTS ET DE LA CONVENTION DE LA HAYE DU 19 OCTOBRE 1996
CONCERNANT LA COMPÉTENCE, LA LOI APPLICABLE, LA RECONNAISSANCE,
L'EXÉCUTION ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE
ET DE MESURES DE PROTECTION DES ENFANTS**

document établi par le Bureau Permanent

* * *

**PREPARATIONS FOR THE SIXTH MEETING OF THE SPECIAL COMMISSION
ON THE PRACTICAL OPERATION OF THE HAGUE CONVENTION
OF 25 OCTOBER 1980 ON THE CIVIL ASPECTS OF INTERNATIONAL
CHILD ABDUCTION AND THE HAGUE CONVENTION OF 19 OCTOBER 1996
ON JURISDICTION, APPLICABLE LAW, RECOGNITION, ENFORCEMENT
AND CO-OPERATION IN RESPECT OF PARENTAL RESPONSIBILITY
AND MEASURES FOR THE PROTECTION OF CHILDREN**

document drawn up by the Permanent Bureau

*Document d'information No 1 de novembre 2010 à l'intention de la
Commission spéciale de juin 2011 sur le fonctionnement pratique de la
Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la
Convention Protection des enfants de 1996*

*Information Document No 1 of November 2010 for the attention of the
Special Commission of June 2011 on the practical operation of the
1980 Hague Child Abduction Convention and the
1996 Hague Child Protection Convention*

**PRÉPARATIFS CONCERNANT LA SIXIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE
SUR LE FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE LA CONVENTION DE LA HAYE
DU 25 OCTOBRE 1980 SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT
INTERNATIONAL D'ENFANTS ET DE LA CONVENTION DE LA HAYE DU 19 OCTOBRE 1996
CONCERNANT LA COMPÉTENCE, LA LOI APPLICABLE, LA RECONNAISSANCE,
L'EXÉCUTION ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE
ET DE MESURES DE PROTECTION DES ENFANTS**

document établi par le Bureau Permanent

* * *

**PREPARATIONS FOR THE SIXTH MEETING OF THE SPECIAL COMMISSION
ON THE PRACTICAL OPERATION OF THE HAGUE CONVENTION
OF 25 OCTOBER 1980 ON THE CIVIL ASPECTS OF INTERNATIONAL
CHILD ABDUCTION AND THE HAGUE CONVENTION OF 19 OCTOBER 1996
ON JURISDICTION, APPLICABLE LAW, RECOGNITION, ENFORCEMENT
AND CO-OPERATION IN RESPECT OF PARENTAL RESPONSIBILITY
AND MEASURES FOR THE PROTECTION OF CHILDREN**

document drawn up by the Permanent Bureau

INTRODUCTION

La Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (la « Convention de 1980 ») s'est réunie à cinq reprises, respectivement en 1989, 1993, 1997, 2001 et 2006. Dans le cadre de la Cinquième réunion, la Commission spéciale a examiné la mise en œuvre de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (la « Convention de 1996 »).

Il est prévu d'organiser la Sixième réunion de la Commission spéciale en deux parties, la première à La Haye du premier au 10 juin 2011, et la seconde à La Haye, probablement en janvier 2012, pour une durée d'environ huit jours.

Il est aussi prévu que la Sixième réunion de la Commission spéciale examine à nouveau la mise en œuvre de la Convention de 1996. En outre, et pour la première fois, elle étudiera également le fonctionnement de la Convention de 1996. De ce fait, veuillez noter qu'aux fins de la Sixième réunion de la Commission spéciale, il convient d'entendre par l'expression « fonctionnement pratique » la mise en œuvre *et* le fonctionnement des Conventions de 1980 et de 1996.

L'organisation en deux temps de la réunion de la Commission spéciale résulte du fait que l'ordre du jour prévu est chargé. En effet, hormis l'examen général du fonctionnement pratique des deux Conventions, la Commission spéciale examinera plus particulièrement les questions suivantes :

- Un projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention de 1980 ;
- Un projet de Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention de 1996 ;
- Un projet de Principes généraux relatifs aux communications judiciaires ;
- Un rapport sur les consultations concernant la faisabilité et l'opportunité d'un protocole à la Convention de 1980 ;
- Une analyse statistique des demandes déposées en 2008 en application de la Convention de 1980 ;
- La relocalisation internationale des familles ;
- L'avenir du « Processus de Malte », notamment l'étude des « Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte » et du Mémoire explicatif qui les accompagne ;
- Le rôle du Bureau Permanent en matière de suivi et d'appui aux deux Conventions.

Le Bureau Permanent propose de répartir de la façon suivante les principaux points à l'ordre du jour entre les deux parties de la réunion de la Commission spéciale :

Première partie

- L'examen général du fonctionnement pratique des deux Conventions ;
- L'étude du projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention de 1980 et des « Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte » et du Mémoire explicatif y associé ;
- L'étude du projet de Principes généraux relatifs aux communications judiciaires ;
- L'étude du projet de Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention de 1996.

Seconde partie

- Une discussion sur la faisabilité et l'opportunité d'un protocole à la Convention de 1980 ;

- La relocalisation internationale des familles ;
- L'avenir du « Processus de Malte » ;
- Le rôle du Bureau Permanent en matière de suivi et d'appui aux deux Conventions.

D'éventuels chevauchements se présenteront inévitablement entre ces deux parties. Certains points figurant dans la première partie pourront, en particulier, faire l'objet d'un complément d'examen dans le cadre des discussions qui se tiendront lors de la seconde partie au sujet d'un éventuel protocole à la Convention de 1980.

DOCUMENTATION

Dans le cadre de la préparation de la Sixième réunion de la Commission spéciale, plusieurs documents seront envoyés aux États dans les prochains mois, dont certains nécessiteront une réponse. Afin d'informer les États au plus tôt, la liste ci-dessous reprend les documents que le Bureau Permanent prévoit d'envoyer avant la tenue de la réunion de la Commission spéciale et, le cas échéant, la période à laquelle les réponses sont attendues.

1. Un questionnaire général sur le fonctionnement pratique des Conventions de 1980 et de 1996. Ce dernier est diffusé en même temps que ce Document d'information. Le Bureau Permanent apprécierait grandement de recevoir les réponses à ce questionnaire au plus tard le **18 février 2011**.
2. Un Profil d'État aux fins de la Convention de 1980 est en cours d'élaboration avec l'assistance d'un Groupe de travail d'experts (voir Recommandation No 1.1.11 des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale de 2006¹). Ce formulaire devrait être diffusé en décembre 2010.
 - a. Les Membres de la Conférence de La Haye et les États parties à la Convention de 1980 seront invités à commenter le formulaire et à communiquer leurs éventuels commentaires pour fin **janvier 2011**.
 - b. Les États parties à la Convention de 1980 seront ensuite invités à compléter le formulaire aux fins de la réunion de la Commission spéciale, la date de retour étant prévue en **avril 2011**. Les Profils d'État (et les réponses des États parties au Questionnaire général – voir le point 1 ci-dessus) apporteront une grande partie des informations nécessaires au déroulement de la réunion de la Commission spéciale.
3. Un questionnaire concernant la faisabilité et l'opportunité d'un protocole à la Convention de 1980 sera diffusé en décembre 2010 ; un retour est souhaité début **mars 2011**.
4. Le Questionnaire et le document explicatif relatifs aux recherches statistiques approfondies entreprises par le Professeur Nigel Lowe (Université de Cardiff) en concertation avec le Bureau Permanent ont été diffusés – voir la circulaire No 49451(10)WD/LJM du 5 août 2010, « Statistiques relatives à la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* ». Il a été demandé de renvoyer le questionnaire complété **dès que possible**. Une analyse de ces statistiques, conduite par le Professeur Nigel Lowe, sera envoyée avant la tenue de la réunion de la Commission spéciale.

¹ « Conclusions et Recommandations de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et la mise en œuvre de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (30 octobre – 9 novembre 2006) », disponibles sur le site Internet de la Conférence à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Espace Enlèvement d'enfants » puis « Réunions de Commissions spéciales ».

5. Un rapport du Bureau Permanent sur les consultations relatives à l'opportunité et à la faisabilité d'un protocole à la Convention de 1980 sera diffusé en mai 2011.
6. Le Bureau Permanent élabore actuellement un projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention de 1980 en concertation avec un Groupe de travail d'experts. Le projet de Guide sera diffusé aux Membres de la Conférence de La Haye et aux États parties à la Convention de 1980 en mars 2011, les commentaires étant attendus pour **mai 2011**.
7. Le projet de Principes généraux relatifs aux communications judiciaires sera diffusé avant la tenue de la réunion de la Commission spéciale, en principe en février 2011 (voir Recommandation No 1.6.7 des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale de 2006).
8. Les « Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte » et le Mémoire explicatif ont été diffusés en novembre 2010.
9. Le Bureau Permanent a entrepris la révision du Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention de 1996 en concertation avec un Groupe de travail d'experts (voir Recommandation No 2.2 des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale de 2006). Le projet de Manuel pratique sera diffusé début 2011 aux Membres de la Conférence de La Haye et aux États parties à la Convention de 1996.
10. Le Bureau Permanent établira de courts rapports qui seront diffusés avant la tenue de la partie de la réunion de la Commission spéciale qu'ils concernent, notamment sur les sujets suivants :
 - a. Les communications judiciaires ;
 - b. La relocalisation internationale des familles ; et
 - c. Les services fournis par le Bureau Permanent (y compris INCADAT et *La Lettre des juges*) et le rôle du Bureau Permanent en matière de suivi et d'appui aux Conventions de 1980 et de 1996.
11. Le Bureau Permanent diffusera également, avant la tenue de la première partie de la réunion de la Commission spéciale :
 - a. Un formulaire modèle révisé pour les demandes déposées en application de la Convention de 1980 ; et
 - b. Un formulaire modèle de consentement à ce qu'un enfant voyage hors du territoire.

Demande de financement²

Le Bureau Permanent serait extrêmement reconnaissant aux États d'étudier d'urgence la possibilité de contribuer au financement des postes suivants :

(1) Participation de certains États à la réunion de la Commission spéciale

Certains États émergents (États parties et non parties³ aux Conventions de 1980 et de 1996) ne pourront pas assister à la réunion de la Commission spéciale sans aide financière. Le Bureau Permanent ne dispose pas de fonds disponibles à cet effet.

La participation de ces États émergents à la réunion de la Commission spéciale revêt une importance cruciale. En effet, s'ils sont Parties à l'une de ces Conventions ou aux deux, leur participation est indispensable à l'instauration d'un véritable dialogue autour du fonctionnement pratique des Conventions. Dans le cas où ils ne seraient pas Parties, leur participation leur donnera l'occasion de s'informer à la fois sur les avantages d'une adhésion aux Conventions de 1980 et de 1996 et sur les meilleures méthodes de mise en œuvre de ces Conventions.

(2) Traduction en espagnol de la documentation relative à la Commission spéciale et interprétation en espagnol de la réunion de celle-ci

Le Budget régulier de la Conférence de La Haye ne couvre ni les frais liés à la traduction en espagnol de la documentation produite par la Conférence de La Haye, ni l'interprétation en espagnol des réunions de la Commission spéciale.

À l'heure actuelle, il n'existe ni de fonds supplémentaire disponible pour la traduction en espagnol de la majeure partie de la documentation de la Commission spéciale, ni de financement disponible pour l'interprétation en espagnol de la réunion de celle-ci. Le Bureau Permanent considère que la mise à disposition des participants de l'ensemble de la documentation en espagnol et l'interprétation en espagnol de la réunion sont essentielles au succès de celle-ci. En effet, de nombreux États parties pourront ainsi prendre pleinement part aux discussions qui, à défaut, leur seraient en grande partie, voire totalement, inaccessibles.

Il est demandé aux États d'étudier la possibilité de contribuer au financement de ces deux postes.

² Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter au Budget supplémentaire de la Conférence de La Haye de droit international privé : Exercice financier LVI, I^{ère} Partie : Projets spéciaux et dépenses.

³ Voir Doc. pré-l. No 1 de novembre 2010 (le Questionnaire général), question 20.5, invitant les États parties à fournir des informations sur les États non parties qu'ils jugent opportun d'inviter à la réunion de la Commission spéciale.